

même que ses traditions libérales ne l'y porteraient pas, le gouvernement britannique ne peut donc se désintéresser du danger d'absorption qui plane sur les nationalités slaves de la péninsule.

Comme on l'a déjà dit : la question d'Orient est surtout une question d'Occident. C'est-à-dire que les groupements, défensifs ou ambitieux, des grandes puissances européennes réagissent perpétuellement sur l'évolution de l'Orient islamique ou chrétien. Mais la réciprocité est également vraie, ainsi que l'ont prouvé des événements tout récents.

C'est le jeu de ces intérêts qui montre combien serait imprudente une politique française de désistement en ce qui touche les affaires orientales. Notre trafic maritime a dans la Méditerranée et dans le Levant les mêmes ennemis que les commerces anglais et italien ; notre intérêt est d'« empêcher que les Balkans et l'Orient ne deviennent la proie des grandes ambitions co-partageantes et qu'il en résulte, pour un ou plusieurs des empires européens, un accroissement de puissance qui viendrait rompre la pondération des forces et l'équilibre nécessaire » (1).

(1) M. le Comte A. VANDAL, de l'Académie française, Discours à l'Ecole libre des Sciences politiques.